

---

## Se parer en lycée : la lente construction de nouveaux établissements au XIX<sup>e</sup> siècle

*Adorning municipalities with 'lycées': the slow construction of new school  
facilities in the 19th century*

Solenn Huitric

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insitu/31805>

DOI : 10.4000/insitu.31805

ISSN : 1630-7305

### Éditeur

Ministère de la Culture

### Référence électronique

Solenn Huitric, « Se parer en lycée : la lente construction de nouveaux établissements au XIX<sup>e</sup> siècle », *In Situ* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 03 mai 2021, consulté le 25 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/31805> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.31805>

---

Ce document a été généré automatiquement le 25 mai 2021.



In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Se parer en lycée : la lente construction de nouveaux établissements au XIX<sup>e</sup> siècle

*Adorning municipalities with 'lycées': the slow construction of new school facilities in the 19th century*

Solenn Huitric

---

- 1 Les lycées représentent un patrimoine important pour de nombreuses villes, tant ils marquent à la fois physiquement l'espace et symboliquement la place de la ville dans la hiérarchie urbaine. Les fréquentes célébrations d'anniversaires attestent d'une mémoire scolaire à l'échelle municipale, davantage liée à la présence de bâtiments scolaires anciens qu'à l'existence d'institutions spécifiques<sup>1</sup>. Cet attrait n'est pas nouveau : dès le XIX<sup>e</sup> siècle, de nombreux conseils municipaux ont cherché à obtenir l'installation d'un lycée<sup>2</sup> dans leur ville, pour asseoir leur place dans la hiérarchie urbaine. Ces demandes ont pris corps à un moment où le lycée constituait le modèle prôné par l'État et lors d'une densification du réseau d'établissements secondaires<sup>3</sup>. Ainsi, entre 1830 et 1880, 45 villes obtiennent la transformation de leur collège communal<sup>4</sup> en lycée. Il s'agit de communes d'importance régionale, alors que les principales villes du pays avaient obtenu un lycée dès 1802. Cette politique pose, entre autres, la question de « ce qui fait lycée » et de la façon dont les bâtiments doivent être adaptés à leur nouvelle fonction. Les dossiers de création de ces nouveaux lycées permettent d'éclairer sous un autre jour la dimension patrimoniale de ces établissements scolaires. Nous inclinons aujourd'hui à sauvegarder les bâtiments édifiés aux siècles précédents mais ce patrimoine a été créé dans des conditions contraintes : mettre ces dernières en évidence prolonge la réflexion sur la façon dont les vies successives d'un établissement se nourrissent mutuellement.

- 2 Cet article propose d'étudier les modalités de construction de ces nouveaux lycées, de la conception des plans à l'ouverture aux élèves en passant par les ajustements aux projets initiaux réalisés en cours de route. Il s'agit de mettre en évidence ce qui caractérise un lycée et la portée de la dimension symbolique véhiculée par l'installation de ce nouvel équipement. Déjà, en 1811, lors d'un premier projet de transformation de collèges en lycées, le législateur insistait : « Les collèges qui devront être érigés en lycées [...] seront pris parmi ceux des villes les mieux situées, les mieux pourvues de locaux et de moyens, et qui auront montré le plus de zèle pour favoriser l'instruction<sup>5</sup>. »
- 3 Il faut rappeler que le lycée dont il est question ici est un établissement d'enseignement secondaire masculin et payant ; il n'existe que dans les principales villes du pays et se positionne au sommet de la hiérarchie des établissements secondaires pour le ministère<sup>6</sup>. Garantir le bon état des lycées est un enjeu important pour les autorités scolaires.
- 4 Pour saisir l'émergence de ces nouveaux établissements, nous disposons des dossiers de création des collèges érigés en lycées, conservés aux Archives nationales, même si les documents plus techniques (comme les plans ou devis) ne figurent que rarement dans ces dossiers. Trois axes sont retenus pour l'étude. Le premier porte sur la période de négociation entre les municipalités et l'administration centrale pour définir les plans du futur lycée et permet de définir ce qui doit garantir l'allure des nouveaux lycées. Les modalités du passage de la phase de négociation à la mise en œuvre de la rénovation constituent un deuxième point d'entrée. La définition de lycées provisoires par l'administration pose sous un nouveau jour la question de « ce qui fait le lycée » : quelles sont les conditions minimales requises pour une première ouverture ? Enfin, le troisième point porte sur l'achèvement des travaux. Cette étape est plus difficile à repérer : les travaux sont coûteux, souvent répartis en plusieurs tranches et les autorités municipales parviennent fréquemment à obtenir l'ouverture du lycée avant même la fin du chantier. Les 45 dossiers étudiés permettent de mettre en évidence les aspects du lycée qui font fréquemment l'objet d'ajustements ou de renoncements, ce qui dessine des établissements scolaires à l'interface entre modèle architectural et réalités urbaines.

## Distinguer le collège du nouveau lycée par les murs : les demandes du ministère

- 5 Une demande de transformation de collège en lycée ne suit pas une procédure parfaitement fixée<sup>7</sup> : si l'État a rendu possible cette conversion dès 1811, il n'y a pas un déroulement établi pour passer les différentes phases, même si quelques étapes sont progressivement codifiées. C'est aux municipalités de faire la demande par le biais d'une délibération du conseil municipal, l'établissement d'un devis et de plans. Si le ministère juge la demande pertinente, il entame une phase de négociation avec la ville autour du projet de lycée<sup>8</sup> et aucune transformation ne peut être validée si ses exigences ne sont pas prises en considération par les conseils municipaux. Au cours de cette étape, l'administration centrale peut ainsi orienter ce qui fait un lycée.

## Un cadre contrôlé par l'administration centrale

- 6 Pour le ministère de l'Instruction publique, il n'est pas question d'ériger un collège communal en lycée sans apporter de modifications aux locaux. Il importe de concevoir des établissements correspondant au statut de lycée et qui pourront résister au temps : selon les mots du comte de Fourcroy (1755-1809), directeur général de l'Instruction publique de 1802 à 1808, il s'agit d'édifier des « monuments durables<sup>9</sup>. » Par ailleurs, la politique de transformation est menée dans un contexte de concurrence avec les établissements privés. L'administration tend à exiger des lycées qui pourront rivaliser avec ces établissements qui séduisent les familles des élites. En 1861, par une circulaire qui accompagne le projet de programme pour les bâtiments des lycées, le ministre Gustave Rouland (1806-1878) réaffirme ce principe, les lycées devant « tenir le premier rang pour l'installation matérielle comme pour la discipline et les études<sup>10</sup>. » La définition de ce projet constitue une étape déterminante pour chaque municipalité, au cours de laquelle le processus peut être interrompu à n'importe quel moment, en cas de désaccord ou d'impossibilité sur un des points de l'appropriation.
- 7 La préoccupation ministérielle répond en premier lieu à un constat sur le mauvais état des locaux des collèges communaux<sup>11</sup>. Les inspections soulignent régulièrement les travaux d'entretien qui seraient nécessaires au fonctionnement optimal de nombreux collèges. L'administration prend également appui sur l'expérience et les difficultés rencontrées lors de la création des premiers lycées à partir de 1802 : il fallait installer rapidement ces nouveaux établissements, et sans budget<sup>12</sup>. Ce contexte d'installation des premiers lycées a contraint les autorités scolaires à préférer leur installation rapide dans des locaux préexistants à l'engagement d'une campagne de construction de bâtiments dédiés<sup>13</sup>. Surtout, l'administration centrale choisit de déléguer la gestion des bâtiments à l'échelon municipal, la loi du 11 floréal an X (1<sup>er</sup> mai 1802) attribuant la charge de l'entretien des locaux aux municipalités.
- 8 Ce n'est ainsi que très progressivement qu'est prise en charge par l'administration centrale la conception d'une réglementation sur les bâtiments scolaires, parallèlement à l'instruction des demandes de transformation. Marc Le Cœur qualifie la période allant de 1802 à 1861 du « temps de l'empirisme<sup>14</sup>. » Des textes réglementaires sont rédigés mais leur mise en application ou leur respect dépend de la volonté ou de la capacité des municipalités à engager des travaux. Le ministère de Gustave Rouland (1856-1863) marque le franchissement d'une nouvelle étape dans la réflexion sur l'architecture scolaire secondaire, les textes entrent désormais dans le détail de l'organisation de l'ensemble des services d'un lycée<sup>15</sup>. Cette réglementation donne un cadre dans lequel sont examinés les plans établis par les municipalités demandant la conversion de leur collège en lycée. Les négociations débouchent sur deux types de projets : ceux qui prévoient une reconstruction complète des locaux pour le futur lycée – 20 dossiers – et ceux se satisfaisant d'une appropriation des bâtiments du collège communal – 23 dossiers. Les cas de La Rochelle et de Brest se situent dans un entre-deux : les municipalités ont engagé une reconstruction du collège communal avant sa transformation et pour l'accélérer.
- 9 En somme, si les modalités de constitution de la procédure de transformation confèrent aux municipalités, et non à l'administration centrale, la conception des plans des nouveaux lycées, le ministère est en position de force. Il joue notamment sur le temps de l'instruction d'un dossier et le maintien d'une incertitude sur l'issue de celle-ci pour

persuader les municipalités de souscrire à ses conditions. Dans ce contexte, les règlements semblent servir d'horizon à atteindre ou d'aide à la confection des projets et leur contenu ne rend qu'imparfaitement compte des négociations auxquelles donne lieu la recherche d'un accord sur les plans pour les futurs lycées. Ils servent de recommandations qui orientent les négociations.

## Des projets ambitieux

- 10 La comparaison entre les 45 dossiers de transformation permet de faire ressortir les principaux types de modifications demandées par rapport aux premiers plans soumis par les conseils municipaux. S'il n'y a pas de modèle, les acteurs semblent partager un même référentiel général sur ce que doit être un lycée.
- 11 Tout d'abord, le souci principal du ministère de l'Instruction publique est la question de l'espace et de la remise en état des bâtiments. Au début du siècle, les premiers lycées avaient eu du mal à trouver leurs élèves, alors que la stabilité financière de ces établissements repose sur les frais d'inscription acquittés par les familles. L'administration centrale veille donc à garantir que les locaux des nouveaux lycées soient suffisamment grands, tant du point de vue des salles de classe, d'études que des dortoirs. Dans le cas de Saint-Étienne, le ministère estime que le collège communal est situé de telle façon dans la ville qu'il ne peut pas être suffisamment agrandi pour satisfaire aux besoins du lycée et incite à construire un bâtiment neuf sur un autre terrain<sup>16</sup> [fig. 1].

Figure 1



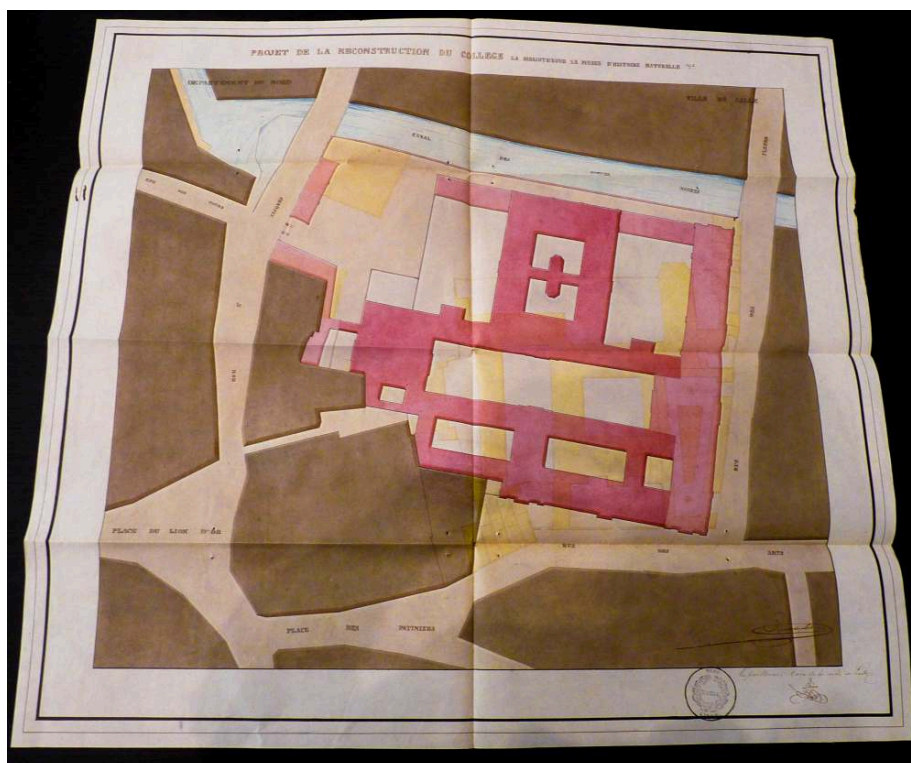
Plan de la ville de Saint-Étienne (Loire) indiquant les différents terrains pour le collège ainsi que leur distance par rapport au centre (cercles concentriques), conservé aux Archives nationales (F/17/8023).

© Solenn Huitric.

- 12 En outre, à partir de l'ordonnance érigeant le collège de La Roche-sur-Yon (Vendée) en lycée, le 5 mai 1838, figure dans ces textes l'obligation pour ces nouveaux établissements de disposer d'un internat permettant d'accueillir au moins 150 pensionnaires. Ce chiffre n'est pas fixé au hasard : il est estimé qu'un lycée doit accueillir au moins 150 pensionnaires pour atteindre son seuil de viabilité<sup>17</sup>. Pour inciter au respect de cette jauge, une liste des « [l]ocaux nécessaires pour l'établissement d'un Collège de 150 élèves<sup>18</sup> » conservée dans le fonds d'archives de la préfecture de la Loire atteste de l'existence de consignes émanant du ministère. Ce document est toutefois resté à l'état de brouillon, ce qui suggère qu'il n'a pas été utilisé pour l'ensemble des transformations.
- 13 Une nouvelle étape est franchie par le règlement du 30 mai 1843. Ce dernier envisage « la position des établissements dans la ville [...] [et] fixe une nouvelle distribution des bâtiments<sup>19</sup>. » Il s'agit notamment d'isoler les bâtiments au sein de la ville, pour protéger les élèves de ses influences néfastes. À l'exigence d'espace s'ajoute celle de s'extraire du contexte urbain. Les municipalités et les recteurs insistent cependant sur la nécessité de maintenir les lycées accessibles, proches des centres. Pour s'adapter à ces contraintes, les documents de travail mentionnent l'élévation de murs ou le placement des cours de récréation de façon à n'être visibles d'aucune fenêtre de bâtiments extérieurs au lycée.
- 14 L'observation de l'ensemble des demandes de modification des plans indique que les futurs lycées doivent avant tout respecter l'intégralité des mesures permettant un fonctionnement parfait de l'établissement. Il ne s'agit pas de construire des bâtiments élégants ou fastueux mais adaptés, alors même que les établissements secondaires n'ont que rarement fait l'objet de grandes campagnes de travaux depuis le début du siècle.
- 15 Les demandes de l'administration centrale ne concernent pas uniquement l'allure générale des bâtiments et les principales salles des lycées. Les espaces annexes, le mobilier et le matériel scientifique font également l'objet d'une attention particulière. Au cours de la séance du 28 janvier 1840, le conseil de l'Instruction publique examine les plans projetés pour Angoulême (Charente) et Alençon (Orne) et prend l'avis suivant concernant Angoulême :
- Plusieurs dépenses n'ont pas été prévues,  
 1° celle qui a pour objet l'établissement d'un gymnase, d'une salle de bains de pieds et de bains entiers, et de fourneaux économiques,  
 2° le cabinet de physique devra être parqueté et garni d'armoires vitrées. La dépense des instruments dont il doit se composer, y compris les appareils et réactifs chimiques, s'élèvera à dix mille francs au moins.  
 3° les 35 000 F auxquels on évalue les dépenses pour achat de mobilier sont loin d'être suffisants<sup>20</sup>.
- 16 C'est en partie par ces exigences précises sur l'équipement du futur lycée que le ministère entend rendre manifeste la distinction avec le collège communal. Autant que les bâtiments, l'enseignement doit pouvoir être de qualité et disposer de tous les instruments jugés nécessaires.
- 17 Lors de la phase de négociation entre les villes et l'administration centrale, avant que ne soit validée la transformation, des plans ambitieux sont élaborés [fig. 2].



Figure 2



Projet de reconstruction du lycée de Lille (Nord) : en rouge sont indiqués les nouveaux bâtiments, en jaune les bâtiments du collège communal. Plan conservé aux Archives nationales (F/17/7826).

© Solenn Huitric.

- 18 Si les archives ne contiennent malheureusement que peu de plans, l'intensité de la correspondance suggère qu'ils font systématiquement l'objet d'un examen. Cette étape peut donc nécessiter des discussions qui durent plusieurs années, posant du même coup la question des modalités de la mise en œuvre des demandes alors que les budgets municipaux demeurent limités.

## Une mise en œuvre progressive des plans projetés

- 19 L'établissement des plans n'est qu'un préalable à la transformation d'un collège en lycée, il permet d'obtenir l'aval du ministère pour la suite. La réalisation des changements requiert ensuite de nouvelles procédures à même d'infléchir la première orientation donnée aux plans.

## Marquer la fin des négociations par une cérémonie

- 20 Une fois la transformation accordée, les municipalités doivent accomplir un certain nombre de démarches préalables au commencement des travaux d'appropriation. Il s'agit pour elles d'obtenir les fonds nécessaires pour les travaux, d'engager les travaux pour la mise en conformité des bâtiments du futur lycée et de procéder à la mise en adjudication des travaux. Pour les municipalités qui construisent intégralement leur nouveau lycée, il faut parfois acquérir le terrain nécessaire. Ces démarches ne sont pas

inconnues des municipalités qui peuvent avoir à les réaliser dans d'autres domaines que celui de l'éducation, mais elles rendent concrète l'obtention d'un lycée, après une phase où tout pouvait être interrompu par le ministère à tout moment.

- 21 Certaines villes choisissent de mettre en scène le début officiel des travaux. Une cérémonie vient ainsi consacrer la pose de la première pierre et constitue l'occasion de présenter sous un nouveau jour l'obtention du lycée. L'objet de ces cérémonies est de procéder à une bénédiction du terrain sur lequel s'élèvera le futur lycée et d'apposer une plaque mentionnant les acteurs ayant rendu possible cette élévation. De telles cérémonies ont notamment eu lieu à Bar-le-Duc (Meuse), Mont-de-Marsan (Landes), Lorient (Morbihan) et Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). Il est rendu compte de celle de Bar-le-Duc comme suit :

[La bénédiction et pose de la première pierre] avait été faite, le 26 août de l'année 1856, à trois heures de l'après-midi, étant présents : le corps municipal accompagné de M. le préfet, l'inspecteur de l'académie, les membres du conseil général alors en session, les officiers en retraite, les fonctionnaires des administrations et régies, le clergé des paroisses, la garde nationale. Après un discours, très analogue à l'objet de cette cérémonie, prononcé par M. le maire, et ensuite de la bénédiction de la pierre, une cave, ménagée en dessous de cette pierre, assise de la base du piédestal de la colonne placée sous la corniche de ce piédestal, à la droite (c'est-à-dire côté Sud) de la principale porte d'entrée, reçut une boîte, en plomb, renfermant des pièces de monnaie, au millésime de l'époque et comprenant, depuis la pièce de vingt francs, toutes les séries, en or, argent et cuivre. M. le maire, aussi, joignit une plaque en marbre<sup>21</sup>.

- 22 Au-delà de la fréquence de telles cérémonies, de façon plus générale, cette description confirme le caractère d'importance que revêt l'établissement secondaire pour les villes du corpus, qui requiert la présence des officiels et notabilités. Elle rappelle également les attentes envers le futur établissement, à l'échelon municipal. Le nouveau lycée doit ainsi permettre d'attirer de bons élèves de bonne famille et doit également contribuer au dynamisme urbain : l'intendance qu'il suppose est censée se traduire en retombées économiques positives pour la ville.

## Des lycées provisoires comme étape intermédiaire ?

- 23 Les motivations multiples derrière l'obtention d'un lycée sont également à rapprocher de la réputation qu'il peut conférer à une ville. L'annonce de l'obtention de la transformation peut attirer de nouvelles familles, mais une fermeture trop longue en raison de travaux aura l'effet inverse.
- 24 Dans ce contexte, pour inciter les villes à engager la conversion et assurer la fréquentation du futur lycée, les projets prévoient parfois l'instauration d'une étape intermédiaire entre le collège et le lycée. L'ordonnance de transformation du collège de Saint-Étienne (Loire) en lycée, du 5 avril 1840, se distingue ainsi des ordonnances prises jusqu'alors dans la mesure où elle évoque une « organisation provisoire » du lycée. Cette phase intermédiaire est, elle aussi, codifiée par l'administration centrale, qui fixe des conditions à l'octroi de ce statut. À la suite de Saint-Étienne, la majorité des villes qui ont à entreprendre d'importants travaux dans les locaux de leur collège et ne peuvent donc pas envisager une ouverture immédiate du lycée qu'elles demandent doivent négocier dans leur projet les modalités d'ouverture d'un établissement provisoire.



- 25 Les autorités municipales et centrales anticipent donc un temps de latence lié aux travaux. Le contexte de concurrence entre établissements d'enseignement secondaire interdit une interruption trop longue de l'activité du collège, entre la date du décret et l'ouverture du lycée, qui inciterait les familles à se tourner vers un autre établissement : il faut donc s'accorder sur des conditions d'ouverture *a minima*. Il ne faut donc pas confondre lycées provisoires et collèges communaux en transformation : le « lycée provisoire » devient progressivement une catégorie utilisée par l'administration centrale, renvoyant à un établissement dont l'ouverture aux élèves peut être autorisée sous le nom de lycée, qui comprend déjà une partie du personnel du futur lycée et qui a réuni un certain nombre de conditions permettant de considérer que l'établissement n'est plus un collège communal mais un lycée en devenir.
- 26 Un accord est établi au cas par cas, qui départage les services indispensables et ceux dont l'organisation peut attendre. Cette répartition varie en fonction de l'agencement du collège communal ou du local temporaire mais l'accent est principalement mis sur les classes et les services de l'intendance de l'établissement. Une condition principale semble devoir s'appliquer à l'ensemble des établissements provisoires : le personnel doit pouvoir accueillir un certain nombre d'élèves, fixé à 100. Les échanges entre administrations indiquent que l'apparence et l'agencement de ces établissements provisoires sont tout aussi importants que ceux des lycées définitifs. La première version des plans proposés pour le lycée provisoire de Chaumont (Haute-Marne) est rejetée par le conseil de l'Instruction publique<sup>22</sup>. À Troyes (Aube), ce sont les inspecteurs généraux qui apportent leur concours pour l'établissement des plans de l'organisation provisoire<sup>23</sup>, auxquels est adjoint un devis spécifique. À Mâcon (Saône-et-Loire), l'établissement provisoire ne comporte pas l'ensemble des services d'un lycée : le ministère accepte que le logement des fonctionnaires, une partie des installations pour l'infirmerie et des salles de cours ne soient pas ouverts<sup>24</sup>. L'accueil d'un nombre important d'élèves est, en somme, privilégié par rapport à l'installation des différents services nécessaires aux lycées.
- 27 La création de lycées provisoires ne surprend pas, étant donné les faibles moyens dont dispose le ministère, les concurrences entre établissements et les difficultés rencontrées lors de l'installation des premiers lycées. Ce statut intermédiaire représente néanmoins une première forme d'ajustement par rapport aux projets initiaux. En outre, si les lycées provisoires sont une réponse à la concurrence, ils peuvent fragiliser la réalisation complète des travaux validés en premier lieu par le ministère.

## Des renoncements pour parvenir à l'ouverture des lycées

- 28 La transformation d'un collège en lycée est une opération recherchée par les villes, mais elle permet également au ministère de mettre en œuvre à faible coût une politique scolaire. Cependant, faut-il encore qu'il accorde l'autorisation d'ouverture du nouveau lycée et qu'il parvienne pour cela à obtenir des municipalités qu'elles réalisent les travaux projetés. Le rapport de pouvoir est plus équilibré au cours de cette dernière étape : les bâtiments d'un lycée sont une manifestation du compromis trouvé entre échelons administratifs.

- 29 L'ouverture d'un lycée définitif n'est possible qu'après une procédure officielle de réception des bâtiments. Cette étape doit confirmer que les travaux prévus ont bien été réalisés. Face aux moyens dont les villes disposent et à leur volonté d'ouvrir le lycée le plus rapidement possible, les projets ambitieux du début sont modifiés. Le ministère de l'Instruction publique parvient à maintenir une forme de contrôle sur ces ajustements, par le biais des procédures administratives de réception des bâtiments et d'autorisation d'ouverture. Afin de permettre le déroulement des cours, la réalisation des travaux se fait majoritairement par étapes. Les lieux connexes à l'enseignement – bibliothèques, cabinets d'instruments, gymnase – sont reportés à une seconde phase d'installation. Les services de l'établissement provisoire doivent donc suivre le mouvement du chantier et subir plusieurs translations. Au final, nombreux sont les dossiers qui mentionnent l'abandon d'une partie des aménagements projetés.
- 30 La première et principale catégorie renvoie aux révisions à la baisse des constructions prévues. Les ajustements effectués entre la signature des transformations et le lancement des travaux suggèrent que la plupart des avant-projets étaient trop ambitieux par rapport aux capacités financières des villes. Lors de l'ouverture effective de certains lycées, tous les bâtiments prévus n'ont pas été construits. C'est notamment le cas à Alençon, Agen (Lot-et-Garonne), Bourg-en-Bresse (Ain) ou Châteauroux (Indre) où certaines ailes projetées n'ont finalement pas été jugées indispensables au bon fonctionnement de l'établissement. Le principal ajustement ne porte pas sur les classes et dortoirs mais plutôt sur les locaux jugés annexes, principalement les cours de récréation et gymnases. À Carcassonne (Aude), Bourg-en-Bresse et Saint-Quentin (Aisne), les inspections relèvent le nombre insuffisant de cours mises à disposition des élèves. À Tarbes (Hautes-Pyrénées), les élèves ne disposent pas de préau. À Bar-le-Duc ou Toulon (Var), c'est la mauvaise conception des cours qui est mise en avant. Ces espaces peuvent ainsi devenir des lieux variables d'ajustement aux exigences des chantiers ou aux différentes contraintes urbaines.
- 31 Un deuxième ajustement a trait à l'équipement des nouveaux lycées. Malgré les demandes régulières d'achats de mobilier neuf par l'administration centrale, le premier mobilier du lycée est souvent hérité du collège et en mauvais état. Les villes rechignent ainsi à grever davantage le budget affecté à la transformation pour l'équipement matériel de l'établissement. Le cas d'Auch (Gers) est ici représentatif : en 1834, le proviseur se plaint du refus du conseil municipal d'accéder à ses demandes d'achat de matériel<sup>25</sup>.
- 32 Enfin, les lycées ne parviennent pas systématiquement à éviter leur inscription dans un environnement urbain contraignant : l'enquête sur l'enseignement secondaire, publiée en 1868 mais portant sur des données de 1865, met en avant l'isolement relatif des nouveaux lycées<sup>26</sup>. Seuls trois lycées sont totalement éloignés de toute nuisance urbaine : La Roche-sur-Yon, La Rochelle (Charente-Maritime) et Saint-Quentin. Sept autres établissements sont fortement inscrits dans le cadre urbain. Bien qu'ils ne voisinent pas avec des activités nuisibles ou dont la proximité remettrait en cause leur isolement, leur développement est contraint par leur localisation et les conditions d'une bonne hygiène ne sont pas respectées, notamment en ce qui concerne la circulation de l'air. Enfin, le voisinage de deux établissements est considéré comme nuisible. Dans le cas de Lille (Nord), l'enquête révèle la trop grande proximité du lycée, et surtout de ses cours, avec des « rues, faculté des sciences et école de médecine, promenade, usine. » À Agen, l'extension de l'établissement est contrainte « au sud-

ouest, [...] par un autre immeuble qui empiète sur son périmètre. » La séparation entre les activités du lycée et celles de la ville n'est ainsi pas assurée.

- 33 La transformation de la plupart des collèges en lycées ne se traduit donc pas par l'édification de lycées complets, ces installations nouvelles ne pouvant s'affranchir des contraintes financières des villes et de l'inscription dans la trame urbaine des bâtiments dédiés au nouvel établissement. Les difficultés rencontrées lors de la transformation du collège communal de Saint-Étienne en lycée sont emblématiques de l'écart entre l'ambition de construire un lycée complet et les moyens disponibles<sup>27</sup>. La municipalité s'était engagée à construire des bâtiments neufs pour le nouveau lycée, sur le terrain dit du clos Pélissier. Ce choix a toutefois été critiqué dès le départ par certains membres du conseil, notamment à cause de son coût. Les hésitations rencontrées lors de sa mise en application forcent un nouvel examen du projet, alors que le conseil municipal soumet une autre proposition visant à reconstruire le collège sur le terrain qu'il occupe. L'abandon du projet de construction d'un nouvel établissement sur le clos Pélissier est finalement accepté par le ministre de l'Instruction publique le 15 mai 1843. Seul un agrandissement du collège communal est accepté. L'architecte, sollicité en amont pour la rédaction d'un nouveau plan, détermine trois phases de construction, répartissant les travaux à effectuer dans chacune des pièces en fonction de leur importance. La première partie des travaux est achevée en juin 1850 et, à l'issue de cette phase, la municipalité de Saint-Étienne décide de suspendre les travaux d'appropriation. Le cas du lycée de Saint-Étienne est exceptionnel dans la mesure où il s'agit de la seule occurrence d'un abandon d'un projet de reconstruction à neuf, sur des terrains distincts de ceux du collège communal. Il est toutefois symptomatique des écarts entre ambitions et moyens municipaux disponibles.
- 34 Est-ce à dire que les bâtiments des lycées ne conviennent pas ? Il est surtout difficile de satisfaire l'ensemble des exigences. L'ensemble des 45 lycées autorisés par décret ont effectivement été ouverts, plus ou moins rapidement, et les cérémonies d'inauguration saluent les nouveaux bâtiments. À l'inverse, peu de documents permettent de voir quel est précisément l'état et l'agencement des bâtiments au moment de leur ouverture. Les rapports d'inspection constituent la principale source disponible, même si les feuillets portant sur les bâtiments et l'architecture n'ont pas toujours été conservés. Les inspecteurs généraux sont toutefois parmi les plus critiques. Ils décrivent les constructions entreprises par les villes de Chaumont, Saint-Quentin ou Agen comme excessivement monumentales<sup>28</sup>. D'un autre côté, les bâtiments des établissements de Mont-de-Marsan ou de Lons-le-Saunier (Jura) sont désignés comme élégants mais petits, alors même que ces municipalités sont parvenues à mener à terme leur construction.
- 35 Une circulaire d'Hippolyte Fortoul du 17 mai 1856 résume la façon dont le ministère perçoit les opérations de transformation du point de vue des bâtiments : « J'ai lieu de craindre que la plupart des villes dont les collèges ont été érigés en lycées n'aient point satisfait à toutes les obligations qui leur sont imposées en pareil cas, et que les conseils municipaux s'étaient formellement engagés à remplir<sup>29</sup>. »
- 36 En confiant aux municipalités le soin de réaliser les travaux attendus par l'administration centrale, le ministère perd une partie du contrôle qui lui permettait de dessiner clairement un programme spécifique pour les lycées. L'engagement de fonds gouvernementaux plus importants à partir des années 1880 témoigne d'un changement de conception de l'action de l'État en matière de bâtiments scolaires.

- 37 L'étude des négociations autour des bâtiments secondaires érigés entre 1830 et 1880 montre que les transformations sont pensées comme une occasion de pallier les faiblesses des bâtiments existants et de parfaire une réglementation scolaire sans pour autant aller dans le sens d'une définition d'un lycée type. Ainsi, les points sur lesquels portent les négociations entre administrations centrale et locale ne définissent pas un projet modèle qu'il s'agirait d'atteindre. Il s'agit plutôt de parvenir à l'édification de monuments convenables et qui corrigent *a minima* les faiblesses des collèges communaux qui les ont précédés.
- 38 Une fois ces nouveaux lycées ouverts, des modifications, des réparations ou des agrandissements peuvent encore avoir lieu. Les bâtiments scolaires doivent ainsi être perçus comme étant en permanence en cours d'adaptation. Ces lycées sont pour autant facilement reconnaissables dans l'espace urbain, leur allure rappelle celle des collèges d'Ancien Régime : les différents règlements édictés et les plans proposés n'amènent pas de rupture. Les mesures prises sous la Troisième République favorisent une rénovation des établissements scolaires qui introduit de nouveaux points de repère.
- 39 Les réformes napoléoniennes du début du XIX<sup>e</sup> siècle placent le lycée au centre du réseau d'établissements secondaires publics. Les différentes mesures prises au cours du siècle installent cette primauté dans la durée et le ministère de l'Instruction publique veille à garantir à ces établissements les meilleures conditions d'exercice. Si les locaux en font partie, il faut néanmoins composer avec les budgets limités des municipalités : au cours de cette période, le lycée se construit en tant que lieu de prestige autant dans les discours et représentations que par les bâtiments.

---

## NOTES

1. De nombreux anniversaires mettent en avant la permanence de la vocation scolaire de locaux ; la dénomination de ces derniers et leur finalité a changé suivant les réformes scolaires.
2. Cet établissement a connu plusieurs dénominations. De lycée, il devient collège royal sous la monarchie de Juillet puis lycée impérial sous le Second Empire. Pour plus de clarté, le terme de lycée est utilisé ici pour l'ensemble de la période.
3. De 46 lycées ouverts en 1842, on atteint 100 en 1905.
4. Contrairement au lycée, le collège communal est administré par la municipalité même si les enseignants demeurent nommés par le ministère et si le plan d'études est censé être identique. Géré par l'État, le lycée reçoit quant à lui une subvention ministérielle.
5. Extrait du décret du 15 novembre 1811, *Le Moniteur universel*, n° 521, 17 novembre 1811.
6. LUC Jean-Noël, « À la recherche du "tout puissant Empire du milieu". L'histoire des lycées et leur historiographie du Second Empire au début du XXI<sup>e</sup> siècle », in CAPSARD Pierre, LUC Jean-Noël & SAVOIE Philippe (dir.), *Lycées, lycéens, lycéennes. Deux siècles d'histoire*, Lyon, INRP, 2005, p. 11-56 ; voir aussi SAVOIE Philippe, *La Construction de l'enseignement secondaire. Aux origines d'un service public*, Lyon, ENS éditions, 2013.
7. Pour une étude plus générale de ces transformations, voir HUITRIC Solenn, « Transformer les collèges communaux en lycées. La coproduction d'une action publique (1830-1880) », thèse de doctorat d'histoire soutenue à l'ENS Lyon (Lyon, 2016).

8. Certaines demandes municipales ne sont ainsi même pas discutées.
9. Cité par LE CŒUR Marc, « L'architecture et l'installation matérielle des lycées. La réglementation et sa mise en œuvre (1802-1940) », in CASPARD Pierre, LUC Jean-Noël & SAVOIE Philippe (dir.), *Lycées, lycéens, lycéennes*, p. 365.
10. Circulaire envoyée par le ministre Gustave Rouland aux recteurs avec le projet de programme pour les bâtiments des lycées en décembre 1861 (AN, F/17/7571).
11. GERBOD Paul, *La Vie quotidienne dans les lycées et collèges au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1968.
12. SAVOIE Philippe, *La Construction de l'enseignement secondaire*.
13. Thierry Choffat relève ainsi que « [t]ous ont d'abord été des couvents, des abbayes ou des collèges sous l'Ancien Régime. La plupart sont devenus des écoles centrales sous la Révolution ». Voir CHOFFAT Thierry, « L'application de la loi du 11 Floréal : la création et le fonctionnement de quelques lycées impériaux », in BOUDON Jacques-Olivier (dir.), *Napoléon et les lycées. Enseignement et société en Europe au début du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2004, p. 57-89.
14. LE CŒUR Marc, « L'architecture et l'installation matérielle... », p. 365.
15. LE CŒUR Marc, « L'architecture et l'installation matérielle... », p. 369-370.
16. AN, F/17/8021.
17. SAVOIE Philippe, *La Construction de l'enseignement secondaire...*, p. 74.
18. Document non daté, à l'état de brouillon (AD Loire, T 532).
19. LE CŒUR Marc, « L'architecture et l'installation matérielle... », p. 369-370.
20. Extrait des registres des délibérations du conseil de l'université, séance du 28 janvier 1840 (AN, F/17\*/1825).
21. BELLOT-HERMENT Théodore, *Histoire de Bar-le-Duc*, cité par MORILLOT Paul-Éric, « Vingt ans de Lycée Impérial à Bar-le-Duc (1857-1877). Architecture et éducation, entre fermeture et ouverture », in VANOLA Jean-Luc, *Regards autour du lycée Raymond-Poincaré, Bar-le-Duc*, Association des anciens élèves du lycée et du collège Raymond-Poincaré de Bar-le-Duc, 2007, p. 13.
22. Indication en marge d'une note pour le Conseil royal, datée du 1<sup>er</sup> avril 1844 (AN, F/17/7776).
23. Note pour le conseil impérial de l'Instruction publique, datée du 2 août 1853 (AN, F/17/8072).
24. Lettre du ministre de l'Intérieur au ministre de l'Instruction publique du 8 février 1842 (AN, F/17/7850).
25. Lettre du recteur de Cahors au ministère de l'Instruction publique, datée du 22 octobre 1834 (AN, F/17/7702).
26. *Statistique de l'enseignement secondaire en 1865*, Paris, Imprimerie impériale, 1868.
27. RÉJANY Pierre, *L'Enseignement secondaire au XIX<sup>e</sup> siècle à Saint-Étienne*, s. l., 2001.
28. À Chaumont, on note les « proportions gigantesques » des constructions (mai 1850, AN, F/17/7776) ; à Saint-Quentin, « les bâtiments ont un aspect monumental très satisfaisant ; le lycée se présente assurément comme l'un des principaux édifices de la ville » (inspection générale de 1860, AN, F/17/8030) ; à Agen, « Les constructions du nouveau lycée sont grandes et monumentales » et la façade « est celle d'un palais » (Inspection générale du 1<sup>er</sup> juillet 1858, AN, F/17/7670).
29. « Circulaire aux recteurs à propos des engagements pris par les conseils municipaux pour la transformation des collèges en lycées », *Bulletin administratif de l'Instruction publique*, vol. 7, n° 77, 1856, p. 86-87.

---

## RÉSUMÉS

Les lycées constituent un patrimoine symbolique important pour de nombreuses villes comme marqueurs d'une fonction urbaine valorisée. Cet attrait n'est pas nouveau. Dès le xix<sup>e</sup> siècle de nombreux conseils municipaux ont cherché à obtenir l'installation d'un lycée dans leur ville, à un moment de densification du réseau d'établissements secondaires (de 46 lycées ouverts en 1842, on atteint 100 en 1895). Dans ce contexte, entre 1830 et 1880, 45 villes obtiennent la transformation de leur collège communal en lycée. Cette politique publique pose la question de l'adaptation concrète des bâtiments à leur nouvelle fonction. Cet article étudie ainsi les modalités de construction de ces nouveaux lycées à partir des dossiers de création de ces établissements conservés aux Archives nationales. En portant la focale sur les bâtiments eux-mêmes, il s'agit de mettre en évidence la façon dont est défini ce qui caractérise un lycée par rapport à un collège ainsi que la dimension symbolique véhiculée par l'installation de ce nouvel équipement.

The 'lycées'-French secondary schools attended by the students from 14-15 to 17-18 years old-are an important symbolic heritage for many municipalities as markers of an enhanced urban function. This appeal is not new; as early as the 19th century, many municipal councils sought to obtain the establishment of a 'lycée' in their town or city, at a time when the number of secondary schools was increasing (from 46 opened 'lycées' in 1842, to reach 100 in 1895). In this context, between 1830 and 1880, 45 municipalities obtained the conversion of their 'collège communal'-a secondary school administered by the municipality- into a 'lycée'. This public policy raised the question of the practical adaptation of these buildings to their new function. This article thus considers the arrangements for constructing these new 'lycées' from the files of creation of these institutions preserved by the "Archives nationales", the French National Archives. By focusing on the buildings themselves, the aim is to highlight how is defined what characterises a 'lycée' compared to a 'collège', as well as the symbolic dimension conveyed by the installation of this new facility.

## INDEX

**Keywords :** Municipal secondary school, local middle school, high school, secondary school, adaptation, school policy, 19th century

**Mots-clés :** collège communal, lycée, transformation, politique scolaire, xixe siècle

## AUTEUR

SOLENN HUITRIC

Maîtresse de conférences à l'université Lumière Lyon 2, Éducation, Cultures & Politiques (EA ECP n° 4571)

solenn.huitric@gmail.com